



→ Reuters



Swaziland: l'envers répressif d'une monarchie absolue

Pauvreté et Sida font des ravages parmi les "sujets" de la royauté swazie. Alors que l'état d'urgence subsiste depuis 35 ans et que les partis politiques restent interdits, les syndicats mènent la lutte pour une démocratie pluraliste et plus de justice sociale.

Reportage et Témoignages.

L'image "pittoresque" cache une réalité tragique

Avec la nouvelle loi anti-terrorisme, la répression s'est intensifiée.



En comparaison des dépenses extravagantes de l'entourage royal et du budget hypertrophié de l'armée, la santé et l'éducation ont été cruellement négligées. → Delayed Gratification

L autoroute à quatre bandes reliant la capitale du Swaziland, Mbabane, à la ville commerciale de Manzini traverse des paysages agricoles spectaculaires, entrecoupés de pics rocheux s'élevant de part et d'autre d'une vallée luxuriante. Une profusion de marchés et de centres commerciaux climatisés confère à ces deux villes une apparence ordonnée, paisible et relativement prospère. Il suffit, cependant, de gratter la surface pour découvrir que tout n'est pas rose au cœur du royaume du Swaziland.

Ce pays minuscule enclavé entre l'Afrique du Sud et le Mozambique est gouverné par l'une des dernières monarchies absolues du monde. Un système proche de la féodalité, où les partis politiques sont interdits et les militants pour la démocratie systématiquement persécutés.

Le népotisme et la corruption sont pratiques courantes et les ressources essentielles pour la santé et l'éducation sont détournées pour entretenir le style de vie ostentatoire du Roi Mswati III, de ses 13 femmes et de leur entourage. La majorité de la population swazie, estimée à un peu plus d'un million d'habitants, vit en milieu rural et connaît une misère noire. Plus de 70 pour cent des citoyens vivent avec moins de deux dollars par jour et un tiers survit grâce à la charité.

S'il ne détient pas beaucoup de records, le Swaziland affiche tragiquement le taux le plus élevé au monde d'infection du SIDA (voir page 9).

"Le Swaziland est doté de la dernière monarchie absolue du

monde. Le pays est sous le joug de la dictature. Un pays où les partis politiques sont interdits et qui s'oppose, partant, à tout contrôle ou vérification. Le Swaziland se caractérise par une culture politisée, où le maintien et le soutien du système féodal en place relève d'une tradition", dénonce Jan Sithole, secrétaire général de la Fédération des syndicats du Swaziland.

Les partis politiques étant confinés à la clandestinité, les syndicats des travailleurs jouent un rôle important au sein du mouvement pour la démocratie, où ils militent pour le changement aux côtés des églises, des organisations des droits de l'homme, des politiciens disgraciés et parfois même des organisations patronales. La lutte pour la démocratie au Swaziland peut cependant coûter cher.

Bien que les autorités prennent garde d'éviter le recours à la répression violente à l'encontre des opposants, comme celle qui a entraîné la condamnation et l'isolement international du Zimbabwe, on observe néanmoins une constante dans la coercition à l'encontre des dissensions. Sithole a, lui-même, été écroué à deux reprises l'année dernière. Des grèves des travailleurs du textile et des manifestations étudiantes pacifiques ont suscité des réactions brutales des forces de police. Des figures de l'opposition ont été victimes de détentions arbitraires, de descentes domiciliaires et de menaces de licenciement et d'expulsion, voire pire. Début mars, Barnabas Sibusiso Dlamini, Premier ministre du Swaziland nommé par le roi, a proclamé que tous les fonctionnaires publics

appartenant à des partis politiques et autres organisations opposées au système de gouvernement royal seraient mis à pied.

La répression s'est intensifiée en novembre avec l'application par le gouvernement d'une nouvelle loi anti-terrorisme en réponse à un attentat présumé survenu sur un pont routier conduisant au palais royal, à Lozitha, où les deux auteurs présumés de l'attentat auraient trouvé la mort suite à une explosion prématurée. Cette loi élargit considérablement les pouvoirs de la police de maintenir des suspects en garde à vue et prévoit une peine de 25 ans de prison pour toute personne déclarée coupable d'association avec des organisations désignées terroristes par le gouvernement – y compris le principal parti de l'opposition, PUDEMO.

Amnesty International a exprimé sa "profonde inquiétude" à propos de cette nouvelle loi aux dispositions "intrinsèquement répressives et contraires aux obligations du Swaziland au regard du droit international et de la législation régionale sur les droits humains, qui portent d'ores et déjà atteinte à la liberté d'expression, d'association et d'assemblée."

Le gouvernement de Dlamini a désavoué ces inquiétudes concernant les droits humains avant de recourir à la nouvelle loi pour incarcérer le président du PUDEMO, Mario Masuko, qui, accusé de terrorisme et sédition, demeure derrière les barreaux.

En 2005, suite à des pressions politiques émanant des syndicats, le roi Mswati avait accepté de promulguer une nouvelle constitution assortie d'une charte des droits. Toutefois, la charte qui est entrée en vigueur en 2006, rédigée par des conseillers du roi avec une contribution pratiquement nulle de la société civile, a suscité une profonde déception au sein du mouvement pour la démocratie.

La constitution confirme la suprématie du roi sur les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire. Il nomme les ministres, les juges, deux tiers des membres du sénat et près d'un délégué sur six de la chambre basse du parlement. D'autre part, le système de gouvernement "Tinkundla", consacré par la constitution, accorde de vastes pouvoirs aux conseillers du roi et aux chefs traditionnels, qui demeurent farouchement fidèles au monarque.

Des élections parlementaires ont été organisées en septembre 2008 mais les partis politiques étant interdits, les candidats pouvaient uniquement se présenter individuellement. Les observateurs ont rejeté le scrutin en le déclarant non conforme aux normes internationales.

Grâce aux pouvoirs étendus dont ils disposent, Mswati et son entourage peuvent manipuler le budget national selon leur bon vouloir. Le roi possède une grande partie du pays à titre de "legs de la nation" et sa firme d'investissements, Tibiyo Taka Ngwane, détient des holdings commerciaux importants allant de vastes plantations sucrières, source du principal produit d'exportation du Swaziland, aux hôtels, en passant par des chaînes de magasins et un quotidien national.

L'année dernière, le roi a donné une fête pour célébrer son 40^e anniversaire et les 40 ans d'indépendance de son pays de la Grande-Bretagne, dont le coût officiel a atteint environ 25 millions d'emalangi (environ 2,5 millions de dollars US). Le chiffre réel serait cependant cinq fois plus élevé. L'acquisition d'une douzaine de nouvelles voitures de luxe allemandes pour l'occasion et la tournée de shopping très médiatisée de plusieurs femmes du roi à Dubaï ont soulevé un tollé dans l'opinion publique.

Repères historiques

Il semblerait qu'au milieu du **18^{ème} siècle**, le clan Dlamini ait emmené son peuple depuis le sud du Mozambique pour créer un royaume puissant là où se situe désormais le Swaziland. Aujourd'hui, le roi est toujours choisi dans le clan Dlamini et le premier ministre qu'il nomme porte invariablement le même nom de famille.

Le royaume doit son nom au roi Mswati II qui régna au **19^{ème} siècle**. Face à la puissance croissante du voisin zoulou, les monarques swazis conclurent des alliances avec les pouvoirs blancs émergents de la région et, à la suite de la guerre des Boers, les Britanniques prirent le contrôle du pays. Sous le protectorat britannique, les colons blancs gardèrent un contrôle croissant sur des ressources telles que les mines de minerai de fer ou les plantations de sucre, mais les Britanniques autorisèrent le roi et son réseau de chefs à conserver des pouvoirs considérables dans les affaires locales.

Le roi Sobhuza II amena le pays à l'indépendance en **1968**, soutenu par un mouvement politique inspiré des structures traditionnelles swazies. Aussi longtemps que le parti royal a détenu tous les sièges au parlement, Sobhuza fut ravi de régner selon la constitution d'inspiration britannique héritée des colons. Toutefois, en **1973**, un groupe d'opposition obtint 20 pour cent des voix et Sobhuza mena un coup d'état royal, supprimant le parlement, interdisant tous les partis politiques et proclamant et imposant un gouvernement personnel du monarque, c'est-à-dire la monarchie absolue.

Le gouvernement britannique évita que le Swaziland ne se fasse envahir par l'Afrique du Sud dominée par les Blancs mais le royaume devint économiquement dépendant de son grand voisin, en particulier lorsque la guerre civile au Mozambique coupa le seul autre accès à la mer. Au début des années **1980**, le gouvernement arrêta et déporta des membres de l'*African National Congress* et des commandos envoyés par le régime d'apartheid pouvaient faire des raids meurtriers parmi les supporters de l'ANC exilés au Swaziland.

Sobhuza eut 70 épouses et plus de 200 enfants. Sa mort en **1983** déclencha une longue lutte pour le pouvoir jusqu'à ce que son fils, adolescent, Mswati III, fût rappelé d'Angleterre où il faisait ses études pour monter sur le trône.

Face à la position autoritaire et la non-imputabilité du gouvernement, les forces progressistes se sont ralliées au sein de différentes organisations dans une lutte pour le changement. Syndicats, églises et partis politiques interdits luttent ensemble au sein du Front démocratique uni du Swaziland pour revendiquer des négociations avec les autorités en vue du remplacement du système Tinkundla par une démocratie véritable.

"Désormais, nous formons un front uni et parlons d'une seule voix pour soutenir haut et fort que le Swaziland a besoin d'un pluripartisme démocratique", proclame le secrétaire général du PUDEMO, Siphasha Dlamini. "Nous voulons une démocratie constitutionnelle et le pluripartisme, avec une séparation des pouvoirs. Le fait que le roi soit investi de pouvoirs absolus ouvre la porte à la corruption."



En vertu de la constitution, le gouvernement est tenu d'introduire l'enseignement primaire gratuit dans le courant de cette année. Cependant, en janvier, le ministère de l'Éducation, Wilson Ntsahngase a annoncé l'abandon de cet objectif, imputant cette décision "à l'extrême pénurie de personnel enseignant, d'écoles, d'infrastructure et d'équipements." Cette déclaration, intervenue tout juste quatre mois après les millions dépensés dans la fête d'anniversaire royale n'a pas manqué de susciter l'indignation générale.

"Nous fêtons en grande pompe mais devons renoncer à un droit aussi fondamental que l'accès gratuit à l'éducation", s'indigne Khangezile Dlamini, secrétaire général du Conseil des Eglises du Swaziland. "Nous pourrions employer cet argent pour améliorer la qualité de l'instruction, entre autres aspects qui pourraient contribuer au bien de la nation et pas seulement au profit d'un individu et de sa famille".

Le Conseil des Eglises – qui englobe les Eglises catholique, anglicane, luthérienne, entre autres confessions – avait prévu un rassemblement à Manzini, le 14 mars, pour réclamer l'accès gratuit à l'enseignement fondamental. Ce rassemblement a, cependant, été interdit par la police en dernière minute.

Pour bon nombre d'enfants, la pauvreté est aggravée par la mort de parents dans l'épidémie de sida, qui ravage le Swaziland plus que n'importe quel autre pays. Si les campagnes humanitaires internationales ont considérablement étendu l'accès aux médicaments antirétroviraux et contribué à prolonger la vie des personnes atteintes du VIH, le problème est exacerbé par la malnutrition, une infrastructure déficiente et un éventail de facteurs sociaux et culturels.

Un grand nombre de Swazis sont profondément frustrés du fait que la situation tragique de leur pays reçoive si peu d'attention internationale. Ils pensent que les autorités monarchiques ont réussi à présenter le pays comme une anomalie "pittoresque", où des traditions ancestrales – symbolisées par le festival Umhlanga, où des dizaines de milliers de jeunes filles dansent les seins nus devant le roi – coexistent harmonieusement avec une version indigène de la démocratie. Mais en l'absence de pressions en faveur d'un changement réel, d'aucuns craignent de voir la situation se dégrader encore bien davantage.

"Que le monde vienne à notre aide maintenant. On ne peut laisser les choses se dégrader comme au Zimbabwe", déclare A.T. Dlamini, président du NNLC, parti de l'opposition interdit.



La pression pour la démocratie au Swaziland est toujours venue des syndicats, ils ont été les premiers, déclare Musa Hlohpe, coordinateur de la coalition des organisations civiles.



Une subtile répression basée sur la peur

Le mouvement pro-démocratique appelle à des pressions extérieures.

La direction politique désignée par le roi au Swaziland joue la prudence. Plutôt que l'oppression par la violence, qui a entraîné la condamnation internationale du régime de Mugabe au Zimbabwe et l'isolement du pays, la clique au pouvoir préfère des mesures plus subtiles pour faire taire les voix des opposants politiques.

Les activistes sont arrêtés et maintenus en détention pendant plusieurs jours puis relâchés sans avoir été inculpés, des réunions sont interdites ou dispersées par la police avec des passages à tabac plutôt que des fusillades. Les opposants au gouvernement se plaignent de ne pas avoir de promotion. Leurs enfants se voient refuser des bourses d'études. Les passeports sont retirés et les familles menacées d'expulsion de leur terre ancestrale.

Harcèlement permanent

La coercition atteint rarement un niveau qui puisse attirer les médias internationaux mais le harcèlement permanent risque de détruire l'esprit du mouvement pro-démocratique aux abois.

Le Swaziland se vantait de ne pas avoir de prisonniers politiques. C'est chose faite depuis que Mario Masuku, leader du parti interdit *People's United Democratic Movement* (PUDEMO), a été emprisonné en novembre en vertu de la loi anti-terroriste introduite par le gouvernement l'année dernière à la suite d'une explosion sur un pont routier à proximité du palais royal dans laquelle deux terroristes présumés ont trouvé la mort.

"Ce gouvernement a adopté une voie intelligente, en finesse. L'idée est de faire en sorte que tous ceux qui ne sont pas des Jan Sithole et des Mario, que tous ceux qui ne seront pas aussi courageux, restent bien sagement là où ils sont. Et ça marche très bien..." déclare l'avocat spécialiste des



"Ce que fait le gouvernement, c'est s'assurer que l'environnement d'hostilité est présent, que les gens aient en permanence à l'esprit la hantise du 'qu'est-ce qui va m'arriver'... et le monde est amené à croire que la paix et la tranquillité règnent au Swaziland." Thulani Maseko, avocat spécialiste des droits de l'homme qui défend l'opposant Masuku.
→Paul Ames

droits de l'homme Thulani Maseko, qui défend Masuku.

Les partis politiques sont interdits. Bien que des élections aient été organisées en septembre, les candidats ne pouvaient se présenter qu'à titre individuel. Dix membres sur les 65 sièges de l'assemblée nationale, et 20 sénateurs sur 30, sont nommés par le roi, en accord avec le Premier ministre et le reste du gouvernement. Les pouvoirs du roi sont encore renforcés par les pouvoirs des conseillers du roi et des chefs traditionnels qui exercent l'autorité dans les régions rurales au moyen d'un système de gouvernement local appelé Tinkhundla.

Les partis restent interdits, les élections organisées en septembre ont été dénoncées comme une imposture et,



→Paul Ames

en octobre, le roi a nommé le royaliste pur et dur Barnabas Sibusiso Dlamini au poste de Premier ministre. Les réformistes, qui se rappelaient des méthodes brutales dont avait fait preuve Dlamini lorsqu'il avait été au pouvoir précédemment, ont été consternés.

"Nous rassemblons nos forces pour les périodes difficiles" avait déclaré Masuku à l'époque. Moins d'un mois plus tard, il était arrêté aux motifs de terrorisme et de sédition.

Masuku, qui a plus de 50 ans et souffre de diabète, ne pouvait, au départ, recevoir de visites que de sa famille proche. Les autorités ont ensuite assoupli leur décision et autorisé davantage de visites, mais son avocat dit qu'il n'a toujours pas la nourriture qu'il faut à un homme dans son état, qu'il ne peut pas voir son médecin personnel et qu'on lui refuse toute forme de confidentialité lorsqu'il s'entretient avec son avocat.

Les autorités ont suggéré que Masuku puisse être libéré sous caution mais il a refusé de faire la demande jusqu'à ce qu'une date soit fixée pour le procès. Son avocat pense que le gouvernement est embarrassé par l'attention qu'attire la détention permanente de Masuku et inquiet du fait qu'il n'est pas sûr d'obtenir une condamnation au tribunal et souhaiterait le libérer et ne pas donner suite à l'affaire, tout en imposant des conditions de libération qui limiteraient ses activités politiques.

"Nous n'allons pas nous précipiter pour demander la liberté sous caution, essayons de voir à quel jeu veut jouer le gouvernement," dit Maseko. "Dans un état démocratique, ce que déclare être le Swaziland en vertu de la constitution, ce type de lois ne pourrait pas exister parce qu'elles portent atteinte à la liberté d'expression... ils ne sont pas sûrs d'obtenir une condamnation."

Création d'un front uni démocratique

Les syndicats, les partis politiques et les églises ont formé au Swaziland un Front uni démocratique (United Democratic Front - UDF), sur le modèle de l'UDF sud-africain, fer de lance du mouvement contre l'apartheid en Afrique du Sud. Une représentation encore plus large de la société civile constitue



"Les opportunités existent mais tout dépend du soutien que nous obtenons de l'étranger".
Sphasha Dlamini secrétaire générale du PUDEMO. → Paul Ames



"Notre économie est très faible et vulnérable... l'arme la plus forte est l'isolement et la pression économique", Meshack Mabuza évêque anglican du Swaziland. → Paul Ames

la *Coalition of Concerned Civil Organizations* (Coalition des organisations civiles concernées), créée après l'expulsion de leurs terres par le gouvernement de deux chefs et de centaines de leurs sujets pour les donner à l'un des frères du roi. L'expulsion a été exécutée malgré une décision contraire de la Cour suprême.

"La pression pour la démocratie au Swaziland est toujours venue des syndicats, ils ont été les premiers," déclare Musa Hlohepe, coordinateur de la coalition. "Après cette crise, il y a eu un effondrement de l'État de droit et les gens se sont ralliés et ont formé une coalition plus large."

Bien que le mouvement pro-démocratie jouisse d'un large soutien, de nombreux Swazis pensent qu'ils ont besoin d'une aide extérieure plus importante pour forcer l'establishment royal à accepter les réformes. Le *Congress of South African Trade Union's* (COSATU - Congrès des Syndicats Sud-africains) a été le premier à organiser des blocages occasionnels des passages aux frontières dont dépend l'économie du pays mais les Swazis regrettent que leur petit pays reste largement ignoré de la communauté internationale.

"Les opportunités existent mais tout dépend du soutien que nous obtenons de l'étranger", explique la secrétaire générale du PUDEMO, Sphasha Dlamini. "Nous savons parfaitement que l'Europe n'a rien à perdre, ni rien à gagner, du Swaziland mais... nous sommes un pays et aussi un peuple, ils ne doivent pas prendre en considération uniquement la taille du pays. Nous ne sommes qu'un million d'habitants mais, quand bien même nous ne serions que 20, nous habitons la même Terre."

Beaucoup pensent qu'une pression extérieure pourrait rapidement forcer l'establishment Swazi à accepter le changement. "Notre économie est très faible et vulnérable... l'arme la plus forte est l'isolement et la pression économique", déclare l'évêque anglican du Swaziland, Meshack Mabuza. "Je ne vois pas comment le pays pourrait survivre plus d'un mois avec une pression extérieure sur le plan économique, réjouissons-nous et prions pour que cette pression augmente."

La tradition prise en otage

Peuple indépendant, fier de l'être et très attaché à la terre des ancêtres, les Swazis défendent avec acharnement leurs anciennes traditions ancrées autour de la famille royale.

Même parmi les activistes les plus radicaux de l'opposition, il est difficile de trouver des voix prônant la suppression de la monarchie ou un abandon de ces traditions qui leur sont chères. En revanche, l'opposition veut démocratiser le système et introduire une monarchie constitutionnelle.

Toutefois, le roi et ses ministres utilisent le profond attachement du peuple à la monarchie et aux traditions royales pour museler l'opposition, l'accusant d'être contre les Swazis quand elle essaie d'introduire une démocratie pluraliste dans le système.

"Quand vous parlez comme ça et que vous êtes un Swazi ou un Africain, vous êtes considéré comme non-patriote et non-Africain; on vous colle une étiquette de partisan de l'impérialisme occidental" déclare Musa Hlophe, coordinateur de la *Swaziland Coalition of Concerned Civic Organization* (Coalition des organisations civiques concernées du Swaziland).

Pour moi, l'oppression reste l'oppression" ajoute Hlophe, dont le groupe de défense des droits civiques a été créé en 2002, juste après que le gouvernement royal a expulsé deux chefs traditionnels et des centaines de leurs sujets afin d'installer le frère du roi sur leurs terres.

S'il y a un homme qui a une vision de l'intérieur de la manière dont les autorités swazies abusent des traditions du pays, c'est bien Mfomfo Nkhambule, ancien ministre et confident du roi, devenu dissident et fondateur du parti d'opposition *Inhlava Forum* et auteur régulier d'une chronique critique dans le *Times of Swaziland*.

Nkhambule est également lié au roi Mswati par mariage et il a été l'une des personnes nommées par le roi au parlement en 1998. Il était également un membre fidèle d'un des régiments de guerriers qui, dès le début de l'histoire des Swazis, ont été formés pour protéger le roi et qui désormais remplissent un rôle cérémonial important, revêtant dans des occasions spéciales leurs insignes royaux extravagants avec plumes et fourrure.

Toutefois, un voyage d'études en Grande Bretagne donna à Nkhambule un gout pour le débat parlementaire, qu'il a essayé d'importer au parlement swazi. Après un certain nombre de désaccords avec le premier ministre, il a été renvoyé du cabinet et est désormais harcelé par les autorités en raison de ses opinions réformistes.

Après avoir reçu un "conseil amical" lui disant que ses articles dans le journal pouvaient entraîner son arrestation au motif de sédition, il a été convoqué en janvier au palais par les dirigeants des régiments traditionnels qui lui ont demandé de choisir entre sa liberté d'expression et son statut de guerrier traditionnel.

"C'était trop... Comment peuvent-ils se permettre de me dire de renier une partie de mon identité nationale? Ils ne peuvent dire ça à aucun Swazi" déclare-t-il. "Les gens



→ Delayed Gratification

silencieux et stupides sont perçus comme des gens loyaux mais ce n'est pas comme cela que je définirais ma loyauté à mon roi."

À la fin du mois de mars, le régiment de Balondolozli l'a menacé d'exclusion. Et le pire restait à venir. Nkhambule a été convoqué par son chef, un membre du cercle intime du roi, qui lui a dit qu'il devait céder plusieurs têtes de bétail au roi comme excuse pour ses articles. Nkhambule craint que la prochaine étape ne soit une tentative de l'expulser, lui et sa famille, de ses terres.

"L'expulsion signifie que vous êtes chassé d'une terre qui porte toute votre histoire et, partout où vous allez après, on vous chasse" dit-il. "Je suis vraiment gêné par toute cette histoire... mon père est âgé et il n'a pas la force de repartir à zéro."

Dans les campagnes du Swaziland, les chefs locaux ont des pouvoirs considérables, soutenus par ce qu'on appelle la "police communautaire". Les militants pour la démocratie se plaignent que les chefs interdisent régulièrement des réunions politiques et intimident les dissidents en refusant de donner leur accord pour des documents de voyage ou des bourses d'étude.

Les opposants au gouvernement accusent également la monarchie de se servir des grands festivals traditionnels d'Incwala, où les guerriers se rassemblent, et d'Umhlanga, spectacle de huit jours connu pour ses centaines de danseuses en costume traditionnel, pour acheter le soutien des pauvres.

"Les pouvoirs du roi et des traditionalistes découlent de l'état de famine et de pauvreté dans lequel ils laissent le peuple, de manière à ce que les gens pensent qu'ils ne doivent leur salut qu'aux dirigeants lorsqu'ils reçoivent des colis de vivres" explique le Dr. A.T.Dlamini, président du parti d'opposition *Ngwane National Liberatory Congress* (NNLC). "Oui, les Swazis croient en leur culture mais les gens que vous voyez (dans les festivités traditionnelles) ne sont pas là parce qu'ils sont heureux: c'est parce que les circonstances les y poussent, que ce soit une intimidation ou la corruption – s'ils y viennent, ils mangeront correctement."

Comment une tempête dans une tasse de thé a changé le cours de l'histoire des syndicats

Les deux fédérations syndicales SFTU et SFL sont à l'avant-garde de la coalition progressiste qui lutte pour la démocratie pluraliste.

Dans les années 1980, lorsque le Swaziland enclavé dépendait économiquement de l'Afrique du Sud sous l'apartheid, le jeune Jan Sithole était préposé au contrôle et à la manipulation des gaz sur des chaudières et des turbines haute pression dans une usine de papier.

Il était de plus en plus révolté par la manière dont étaient traités les ouvriers swazis par la direction sud-africaine blanche et plus particulièrement furieux de l'arrogance d'un ingénieur qui exigeait que les ouvriers qualifiés dans son équipe interrompent leur travail pour lui faire son thé.

Un jour, Jan Sithole dit à l'ingénieur que cela devait cesser et qu'il n'avait qu'à faire son thé lui-même. Sithole explique qu'au cours de la dispute qui s'ensuivit, il cessa le travail, ce qui amena l'ingénieur à faire une tentative maladroite pour faire fonctionner les turbines et entraîna une inondation et une interruption forcée de la production.

Sithole dut finalement remettre en marche la machine et fit

l'objet d'une enquête disciplinaire, avant d'être innocenté alors que toute la responsabilité était imputée à l'ingénieur blanc.

Devenu un héros pour les ouvriers Swazis, Sithole a fini par prendre la tête de la *Swaziland Federation of Trade Unions (SFTU - Fédération des syndicats du Swaziland)*, exerçant un rôle de premier plan dans les actions l'opposant aux autorités royales du pays à la fois pour défendre les droits des travailleurs et apporter un changement démocratique dans une des dernières monarchies absolues au monde.

"Il est honnête, il dit la vérité, c'est vraiment un homme courageux" dit de lui Ncamiso Ndlova, évêque de l'église catholique romaine de Manzini, qui a entraîné des pratiquants dans des marches pro-démocratie aux côtés des dirigeants syndicaux. "Parfois, je lui dis 'Jan, tu sais que je suis de plus en plus fatigué', il me répond 'tu ne dois pas être fatigué, tu



Vincent Ncongwane, secrétaire général de la Swaziland Federation of Labour (SFL - Fédération des travailleurs du Swaziland)

"En tant que syndicats, nous pensons que les partis politiques ont un rôle à jouer dans tous les domaines importants pour le pays et nous sommes également dans une situation, au Swaziland, où il n'y a pas réellement d'opposition significative au régime actuel, c'est donc notre principal défi."

"En tant que syndicats, nous ne pouvons pas éviter les questions politiques parce que, sans opposition, sans contrôle de la manière dont notre argent est dépensé, il n'y a personne pour rappeler le gouvernement à l'ordre".

"Rien que l'année dernière (2008), il y a eu ce qu'on a appelé les 'célébrations des 40/40', c'est-à-dire que le pays célébrait le quarantième anniversaire de son indépendance de la Grande Bretagne et que Sa Majesté le Roi célébrait son quarantième anniversaire. Les sommes dépensées pour ces célébrations étaient pour le moins embarrassantes pour un pays qui dit être pauvre."

"Ils ont dépensé des sommes énormes pour acheter des BMW et des Porsche totalement inutiles. Vous devez savoir qu'au moins 65 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Plus d'un tiers de notre population bénéficie d'une aide alimentaire et des millions ont été dépensés pour un événement qui n'a pas duré plus de trois jours."

"L'éducation primaire gratuite aurait dû être mise en place cette année. Le ministre de l'éducation a simplement déclaré, moqueur, ou plutôt de manière assez rude devrais-je dire, que ça ne pourrait pas se faire. Il a argué que le gouvernement n'avait pas d'argent, oubliant rapidement que moins de six mois auparavant, il y avait eu ces célébrations fastueuses. »

"Dans la fonction publique, ils veulent des hommes et des femmes à leurs bottes. Pour nous, cela signifie que la corruption a de beaux jours devant elle. Nous voulons nous

opposer à ce type de vision à court terme."

"Nous n'avons pas connu d'investissement étranger direct significatif et cela entrainera une situation chaotique. Tant pis si, même avant cette vague d'austérité qui s'amplifie, nous devons déjà faire face à des niveaux de chômage élevés et à une pauvreté extrême de la population."

Lire l'interview intégrale de Vincent Ncongwane, intitulée "En l'absence d'opposition, les syndicats ne peuvent éviter les questions politiques" à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article3582&lang=fr>



"Nous travaillons à la création d'un conseil de coordination intersyndical... l'attitude du gouvernement facilite notre union". → Paul Ames



dois continuer à essayer, essayer, essayer."

Le Swaziland a deux fédérations de syndicats en raison d'une séparation intervenue au début des années 1990, qui a vu la formation de la *Federation of Labour (SFL - Fédération des travailleurs du Swaziland)* dont les membres sont principalement des employés. Face à l'intransigeance du gouvernement, les deux groupes travaillent désormais en étroite collaboration à l'avant-garde d'une large coalition de forces cherchant à introduire le multipartisme.

"L'attitude du gouvernement a facilité notre union" dit Vincent Ncongwane, secrétaire général de la SFL. "Ce n'est qu'en travaillant ensemble que les syndicats et les autres forces progressistes arriveront à faire passer leur message aux autorités royales, dit-il.

Avec la *Swaziland National Association of Teachers (Association nationale des enseignants du Swaziland)*, la SFL et la SFTU ont convenu en mars de créer un conseil de coordination des travailleurs avec un comité exécutif national et un secrétariat conjoints afin de les unir encore davantage. "Notre unité fait notre force et notre pouvoir est dans la solidarité" dit le préambule de l'accord signé par les dirigeants des trois organisations.

Les syndicats travaillent également avec les églises, les partis politiques interdits, les ONG, les groupes de défense des droits de l'homme voire, à l'occasion, avec la fédération des employeurs dans une vaste coalition pour demander le changement.

"Le but est d'arriver à obtenir un Swaziland pluraliste par un règlement négocié. Les partis politiques peuvent coexister

Jan Sithole, secrétaire général de la Swaziland Federation of Trade Unions (SFTU - Fédération des syndicats du Swaziland)



Arrêté deux fois l'année dernière, Jan Sithole (SFTU), dénonce "la nouvelle loi qui a pour principal objectif de faire taire les voix des dissidents". → Paul Ames

"Notre population est également dans une situation d'extrême pauvreté. 70 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté situé à 2 dollars par jour et environ 33 pour cent de la population vit grâce à l'aide alimentaire."

"La répartition des richesses est faussée: les riches deviennent de plus en plus riches et les pauvres de plus en plus pauvres."

"Avec les richesses que nous créons, si elles étaient réparties équitablement, nous ne devrions pas connaître le niveau de pauvreté qui est le nôtre aujourd'hui."

"Nous vivons toujours dans un système féodal qui a l'une des dernières monarchies absolues au monde, le régime est dictatorial et le pays est géré en toute impunité."

"La loi antiterroriste, dans sa forme actuelle, a pour principal objectif de faire taire les voix des dissidents et de ceux qui critiquent le système de gouvernance actuellement en place."

"Nous sommes malheureusement les champions du monde en termes de prévalence de la contamination par le VIH."

"Le gouvernement, d'après ce que nous voyons du budget, ne considère pas le VIH/SIDA comme une priorité. ...le budget attribué à la santé et à l'agriculture est largement inférieur à celui attribué aux militaires et aux forces armées alors que nous ne devons faire face à aucune guerre et qu'aucun de nos voisins ne nous menace. C'est le budget type de la plupart des dictatures."

Lire l'interview intégrale de Jan Sithole, intitulée "La loi, dans sa forme actuelle, a pour principal objectif de faire taire les voix des dissidents" à l'adresse: <http://www.ituc-csi.org/spip.php?article3585&lang=fr>

avec la monarchie, dans la mesure où la monarchie est une monarchie constitutionnelle, c'est-à-dire pas au-dessus de la loi" explique Sithole au cours d'un entretien au siège de la SFTU à Manzini, poumon commercial du pays.

Bien que le Swaziland ait interdit les partis politiques, la loi autorise les travailleurs à s'organiser et à créer des syndicats. Le pays a ratifié les huit conventions de l'Organisation internationale du Travail et les travailleurs ont le droit, reconnu par la loi, de procéder à négociations collectives et de faire grève.

Restrictions aux droits syndicaux

Les syndicats doivent représenter 50 pour cent des employés sur un lieu de travail pour être automatiquement reconnus; dans le cas contraire, la reconnaissance dépend de l'employeur. Les procédures d'annonce d'une grève peuvent prendre jusqu'à 74 jours et les procédures de vote concernant les actions de grève sont complexes, rendant les grèves légales virtuellement impossibles à organiser.

Il existe un recours légal devant un tribunal du travail qui est généralement considéré comme efficace et impartial par les syndicats et les employeurs, même si les dirigeants des syndicats ont davantage à se plaindre de la manière dont travaille la Cour d'appel du travail, qui a annulé des décisions du tribunal inférieur qui favorisaient les syndicats.

Dans certains domaines, les syndicats ont de bonnes relations avec la *Federation of Swaziland Employers* (Fédération des employeurs du Swaziland) bien que la direction de cette organisation ait récemment décidé de quitter la *Coalition of Concerned Civic Organizations* (Coalition des Organisation civiques concernées), un groupe formé pour promouvoir l'État de droit et qui comprend également les syndicats, parce qu'elle a jugé que la coalition était devenue trop politique.

Répression dans le secteur textile

Les plaintes des syndicats concernent plus souvent les conditions des travailleurs employés par les sociétés étrangères, principalement taiwanaises, qui ont implanté des entreprises textiles et de vêtements, employant principalement une main d'œuvre féminine dans la ville industrielle de Matsapha (voir article page 15).

En mars 2008, la police est intervenue contre des centaines de travailleurs du textile impliqués dans une grève légale et plusieurs grévistes – pour la plupart des femmes – ont été blessés. Des pratiques similaires ont été utilisées par des travailleurs qui ont essayé de bloquer la frontière avec l'Afrique du Sud en septembre pour manifester en faveur d'une réforme politique.

"Du fait que les industries chinoises, en particulier les industries textiles, bénéficient de l'immunité politique et de protections dans le pays, le gouvernement a tout simplement envoyé l'armée pour faire pression sur les femmes pour qu'elles reprennent le travail" précise Sithole. "Elles ont refusé, à moins d'obtenir des réponses et que leurs demandes soient satisfaites, et beaucoup d'entre elles ont reçu des balles en caoutchouc, des gaz lacrymogènes, des coups de bâtons – tout ça sans avoir offensé personne, juste parce qu'elles réclamaient des salaires décents."

Violences et détentions

Les dirigeants syndicaux doivent également faire face à la

violence ou à la détention. Dix hauts responsables ont été arrêtés en septembre avant les élections parlementaires et Sithole a été arrêté deux fois l'année dernière pour être interrogé. En 1995, il a été enlevé, ligoté et jeté dans le coffre d'une voiture, qui a ensuite été abandonnée en rase campagne, le maintenant captif pendant plusieurs heures avant qu'il ne soit découvert par un passant.

La SFTU est la plus grande fédération, avec environ 65 000 membres, dont 38 pour cent de femmes. La SFL compte environ 20 000 membres, principalement dans les secteurs de la finance, de la vente au détail et secondaire. Environ 80 pour cent du secteur privé officiel est syndiqué, bien que l'appartenance à un syndicat ait été mise à mal par une austérité récente et l'augmentation des contrats de travail dans les principales industries.

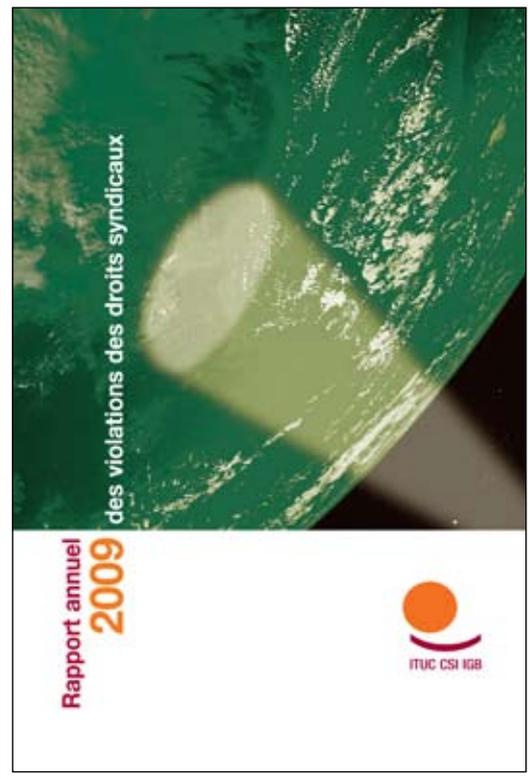
Rapport annuel de la CSI sur les violations des droits syndicaux

Cette année encore, le rapport annuel de la CSI (*) détaille les nombreuses violations des droits syndicaux observées au Swaziland au cours de l'année 2008. Le rapport dénonce notamment la violente répression policière de la grève survenue dans le secteur textile dans la zone industrielle de Manzini. La CSI dénonce également les arrestations répétées depuis de trop nombreuses années de dirigeants syndicaux.

En 2008, la CSI a d'ailleurs protesté directement à deux reprises auprès du Premier ministre du Swaziland suite aux arrestations du secrétaire général du SFTU, Jan Sithole. La CSI avait d'ailleurs également appelé le Bureau international du Travail (BIT) à intervenir à ce sujet auprès des autorités swaziées.

N.D.

(*) Plus d'information dans le chapitre consacré au Swaziland du rapport annuel de la CSI sur les violations des droits syndicaux dans le monde : www.ituc-csi.org



Atisé par la pauvreté, le Sida fait des ravages

Les syndicats dénoncent l'inertie du gouvernement et se mobilisent pour renforcer les campagnes d'information.

Sibusiso illustre tristement les statistiques. Le SIDA qui a déjà fauché ses deux parents, a entravé sa croissance, il a l'apparence d'un enfant de 7 ans alors qu'il en a 14 et sa peau est couverte de cicatrices laissées par des infections opportunistes. Mais, d'après celle qui lui a acheté ce vélo, son état s'est beaucoup amélioré. "La cicatrisation de la peau prendra du temps mais il a déjà pris du poids, il joue avec les autres enfants et parfois même, il sourit" explique Tengetile Hlophe, chef de projet auprès du groupe d'aide SWAPOL (Swaziland for Positive Living). "L'année dernière, il a été très malade. En décembre, il était couvert de plaies. Il n'aurait parlé à personne."

Les progrès de Sibusiso sont dus aux médicaments anti-rétroviraux que le SWAPOL lui a donnés, avec le vélo, et à l'attention régulière dont il fait l'objet, y compris des visites hebdomadaires et des colis de vivres fournis par un hôpital mobile et des visites mensuelles à l'hôpital de Mbabane, la capitale, loin de sa ferme isolée située au centre du pays.

Fondée en 2001 par cinq femmes elles-mêmes séropositives, SWAPOL est devenue l'une des ONG locales les plus actives dans l'aide aux malades du SIDA et aux personnes atteintes du VIH dans le pays. Ses activités sont variées et incluent des campagnes d'information, l'exploitation de jardins communaux pour cultiver des denrées pour des familles démunies, la distribution de préservatifs, une aide juridique pour éviter les saisies de terrains des familles décédées mais également l'organisation de manifestations contre les voyages à l'étranger, pour faire des achats, des femmes dépendantes du roi à un moment où le gouvernement nommé par le roi n'arrive pas à respecter ses engagements concernant les dépenses de santé.

Les raisons pour lesquelles le SIDA est aussi virulent au Swaziland sont nombreuses. Beaucoup disent que la polygamie pratiquée par la famille royale et de nombreux hommes dans les campagnes encourage la promiscuité davantage qu'une relation stable, avec un partenaire unique.

"Ici, au Swaziland, les hommes peuvent prendre autant de femmes qu'ils veulent", se plaint l'évêque Louis Ncamiso Ndlova, le plus haut dignitaire de l'Église catholique romaine dans le pays. "Nous luttons nous-mêmes contre cette prati-

que, en tant qu'Église, parce que nous prêchons le mariage – dans lequel vous ne devez épouser qu'une seule femme – mais certains de nos diocèses épousent deux femmes et disent qu'ils sont Swazis."

Le Times of Swaziland a récemment rapporté que certains conducteurs des minibus "kombi", qui sont au centre de la structure des transports publics du pays, disent que leurs collègues pourraient les mépriser s'ils n'entretenaient pas au moins cinq épouses.

Hlophe explique que la polygamie dans les campagnes a également un impact direct sur la propagation du SIDA. "Vous avez des hommes qui ont cinq épouses, mais ils ne peuvent pas toutes les satisfaire et les femmes ont donc toutes des petits amis, de l'extérieur, et ces petits amis ont eux-mêmes leurs propres petites amies et cela devient un cercle vicieux."

Certains hommes politiques de l'opposition et les syndicats disent que les pratiques de travail récentes ont aggravé le problème. L'ouverture de nombreuses usines textile par des investisseurs taïwanais dans la ville industrielle de Matsapha a vu l'afflux de jeunes femmes mal payées, venues de la campagne vivre dans des logements sociaux à proximité de leur travail. (voir article en page 15)

Les syndicats organisent leurs propres campagnes d'information et d'éducation afin d'informer leurs membres des réalités du SIDA mais les délégués syndicaux regrettent que les travailleurs soient trop fatigués après leur dure journée de travail pour écouter et participer aux sessions d'information. Les syndicats ont également négocié un accord avec les employeurs visant à protéger les travailleurs atteints du SIDA/VIH contre toute forme de discrimination sur le lieu de travail. Toutefois, les dirigeants syndicaux reconnaissent qu'ils doivent accorder davantage d'attention à ce problème.

"Je dois admettre que ma fédération ne s'est pas beaucoup impliquée dans ce combat" admet Vincent Ncongwane, secrétaire général de la *Swaziland Federation of Labour* (SFL - Fédération des travailleurs du Swaziland). "Nous avons élaboré un calendrier depuis, c'est une question qui doit être prise à bras le corps cette année parce que, tant que nous restons assis à nous tourner les pouces, nos membres nous quittent les uns après les autres."



Dans la ferme isolée de sa grand-mère, "Sibusiso commence à reprendre des forces", se réjouit Tengetile Hlophe (à droite), chef de projet pour le groupe d'aide SWAPOL (Swaziland for Positive living). → Paul Ames

Dans les campagnes du Swaziland, le SIDA et la pauvreté se sont associés pour constituer un cercle vicieux. La mort d'autant de jeunes adultes actifs a réduit encore davantage le nombre de personnes travaillant dans le secteur agricole, entraînant une sous-alimentation, ce qui remet en cause la perspective d'une existence saine pour les personnes qui vivent avec le SIDA, même si elles ont accès aux traitements antirétroviraux.

Les syndicats demandent également que le gouvernement soit plus présent en investissant dans le domaine de la santé et dans des mesures permettant de réduire la pauvreté dans les campagnes plutôt qu'en dépensant l'argent pour la famille royale et l'armée.

D'après l'Organisation mondiale de la Santé, environ 200.000 habitants, sur une population totale d'un peu plus d'un million de personnes, sont infectés par le VIH. Le taux d'infection des adultes est de 26 pour cent; c'est le taux le plus élevé du monde. Les tests les plus récents sur les femmes enceintes ont montré que 42 pour cent d'entre elles étaient séropositives. L'espérance de vie a chuté de moitié environ en une décennie et, d'après certaines estimations, elle ne dépasse pas 40 ans. Le SIDA a tué plus de 10.000 Swazis chaque année depuis 2002. Au moins 60.000 enfants sont devenus orphelins à cause du SIDA et environ 17.000 enfants de moins de 14 ans vivent avec le VIH.



→ Delayed Gratification

"Ils ne considèrent pas le VIH/SIDA comme une priorité" déclare Jan Sithole, secrétaire général de la SFTU.

Au Swaziland, ce sont les femmes qui sont les plus touchées par l'épidémie de SIDA. Elles sont souvent contraintes de cacher leur séropositivité de crainte que leur mari ne se mette en colère. Les travailleuses du secteur de la prostitution acceptent souvent des rapports non protégés parce que leurs clients payent davantage s'ils n'utilisent pas de préservatif. Dans une société où les hommes tiennent les ficelles de la bourse, les femmes pauvres ont peur de demander de l'argent pour des traitements ou le transport dans une clinique.

"La plupart du temps, les femmes mentent," explique Tengetile Hlophe. "Elles reviennent à la maison et cachent leurs médicaments antirétroviraux, elles continuent de coucher avec leur mari sans préservatif parce qu'il est impossible de parler du VIH à la maison. Dès que la femme en parle, la situation dégénère en violences conjugales. Le mari commence à frapper sa femme, lui disant 'où as-tu attrapé ça, parce que moi, je ne l'ai pas', parce qu'il n'est pas encore malade."

Un autre facteur facilitant la propagation du SIDA est la confiance très répandue dans les guérisseurs traditionnels, appelés inyanga. "Certaines personnes ont des maladies associées au SIDA mais elles ne vont pas à l'hôpital, elles vont chez le guérisseur traditionnel, qui leur donne les préparations traditionnelles. Tout en utilisant ces concoctions, elles continuent de coucher avec d'autres personnes et continuent de propager le VIH", poursuit Tengetile Hlophe.

Le Swaziland a été un des premiers à encourager la circoncision comme moyen de protéger les hommes contre une éventuelle contamination. Plusieurs études montrent que la

circoncision réduit le risque pour les hommes mais les promoteurs de la campagne indiquent que la hâte des hommes Swazis à subir l'opération les a simplement encouragés à continuer à avoir des relations sexuelles non protégées et à vivre dans la promiscuité.

"La publicité faite à ce sujet est extravagante," insiste Hlophe. "Cette circoncision ne profite qu'aux hommes et, pour moi, en tant que femme, elle s'ajoute à mes désavantages et aux défis auxquels je dois faire face. Il y a cette déclaration qui dit que lorsque vous êtes circoncis, vous avez moins de risques d'être infecté; les hommes pensent donc qu'après l'opération, ils ne seront plus infectés et, donc, ils couchent avec n'importe qui."

En écoutant le quotidien de la grand-mère de Sibusiso, assise sur une natte rouge à l'ombre de sa cabane de boue et de chaume, difficile de comprendre la persistance de ces comportements depuis maintenant deux décennies que sévit la crise du Sida dans la région.

Gogo Mamba a vu ses sept enfants mourir, deux alors qu'ils étaient encore des enfants et les autres – trois garçons et deux filles – ont été emportés par le SIDA, la laissant avec ses deux petits-enfants. "Ils ne me donnent pas trop d'inquiétude," dit-elle en souriant. Tout ce que je dois faire, c'est faire le feu et la cuisine pour eux, ils m'aident même à aller chercher le bois."

Heureusement, la sœur de Sibusiso est séronégative et peut faire le trajet d'une heure à pied à travers la brousse pour se rendre à l'école la plus proche. Sibusiso espère que, l'année prochaine, il sera suffisamment en forme pour y aller aussi. Sa principale inquiétude, pour le moment, grâce aux médicaments qui l'aident à se sentir mieux, c'est de trouver une pompe pour gonfler les pneus de son vélo.

D'après les estimations de l'UNICEF, 16 pour cent des enfants swazis sont privés d'école à cause de la pauvreté et du sida.

Le droit à l'éducation grignoté par la pauvreté et le Sida

Les syndicats se battent pour une éducation gratuite et dénoncent les discriminations contre les enseignants militants.

La constitution du Swaziland stipule que tous les enfants pourront bénéficier d'une éducation primaire gratuite à partir de 2009.

Toutefois, après les célébrations extravagantes de l'année dernière pour marquer le 40^{ème} anniversaire de l'indépendance vis-à-vis de la Grande Bretagne et le 40^{ème} anniversaire du roi Mswati, le gouvernement déclare ne pas avoir d'argent; les parents devront donc continuer à payer pour envoyer leurs enfants à l'école.

Roulez sur les routes du Swaziland un matin en semaine et vous verrez des trottoirs bondés d'écoliers souriants, marchant vers leurs écoles dans leur uniforme impeccable, avec veste et cravate. Ce sont les plus chanceux. Les dirigeants du syndicat des enseignants estiment que 38.000 enfants ne sont pas scolarisés.

"Les enfants et les parents ont perdu leur droit constitutionnel" déplore Simon Makhanya, président de la *Swaziland National Association of Teachers* (SNAT – Association nationale des enseignants du Swaziland). "Pour nous, il est impensable que la loi souveraine du pays soit ainsi bafouée par le gouvernement."

L'excuse de la pauvreté avancée par le gouvernement pour ne pas respecter ses engagements sonne totalement faux au regard des dépenses par millions pour les festivités combinées des anniversaires du roi et de l'indépendance.

"La répartition des dépenses de notre gouvernement est

très contestable: nous célébrons et nous finançons certaines choses que nous, citoyens, n'aurions pas considérées comme des priorités, parce que si vous voulez progresser dans le développement d'un pays, vous investissez dans l'éducation" explique Makhanya dans les bureaux du syndicat situés dans la périphérie de Manzini, principale ville commerciale du Swaziland.

La SNAT déclare que les frais de scolarité annuels peuvent varier de 900 emalangeni (90 US\$) à 15.000 emalangeni (1.500 US\$). C'est hors de portée de nombreuses familles vivant dans les régions rurales où la pauvreté est extrême. "Les gens ne peuvent même pas payer leur nourriture, où voulez-vous qu'ils trouvent l'argent pour envoyer leurs enfants à l'école?" demande Muzi Mhlanga, secrétaire général de la SNAT.

"Même s'ils ont réussi à réunir la somme nécessaire pour payer les frais de scolarité, le problème de l'argent se pose pour acheter les uniformes et trouver de la nourriture" ajoute Mhlanga. "Les enfants ont faim lorsqu'ils arrivent à l'école et ils ne peuvent pas se concentrer alors nous, les enseignants, devons parfois leur donner à manger si nous le pouvons."

Le problème est aggravé par la propagation inexorable du SIDA qui a dévasté toute une génération de Swazis depuis les années 1980. L'UNICEF estime qu'il y a 100.000 orphelins dans ce pays qui compte à peine plus d'un million d'habitants. De plus en plus d'enfants sont contraints de rester chez eux parce qu'ils sont trop malades pour faire

"Les enfants et les parents ont perdu leur droit constitutionnel à une éducation primaire gratuite" dénonce Simon Makhanya, président de l'Association nationale des enseignants du Swaziland (SNAT), au centre de la photo à gauche du secrétaire général Muzi Mhlanga. → Paul Ames





→ Delayed Gratification

le trajet qui les sépare de l'école ou parce que le décès de leurs deux parents les oblige à s'occuper de leurs frères et sœurs plus jeunes.

"Certains de ces enfants sont maintenant à la tête de fermes parce qu'il n'y a plus personne. Tous les parents sont morts" explique Mhlanga.

"Les élèves sont absents parce qu'ils doivent se rendre à l'hôpital. Ils sont absents parce qu'ils doivent s'occuper d'un proche qui est malade. C'est un cercle vicieux... Nous militons pour une éducation gratuite parce que nous pensons que l'éducation gratuite pourrait résoudre tous ces problèmes."

Pour se défendre, le gouvernement envisage de fournir gratuitement des manuels scolaires ou d'envoyer des orphelins et d'autres enfants vulnérables à l'école, mais le syndicat estime que ces mesures sont terriblement insuffisantes. "Les priorités ne sont pas ce qu'elles devraient être", regrette Mhlanga.

Pour ceux qui peuvent se le permettre, les écoles swaziennes ont bonne réputation. Les Sud-africains noirs envoyaient leurs enfants au Swaziland pour qu'ils aient une éducation, qui leur était refusée sous le régime de l'apartheid. Encore aujourd'hui, le taux d'alphabétisme est parmi les plus élevés des pays africains mais la SNAT prévient d'ores et déjà que les statistiques vont dans la mauvaise direction.

"Au Swaziland, l'éducation a été une priorité. Elle était mieux prise en considération avant, mais, maintenant, l'intérêt qu'on lui accorde s'effrite", déclare Mhlanga. "Les gens, comme les Sud-africains par exemple, venaient au Swaziland pour avoir une éducation mais, désormais, nous emmenons nos enfants en Afrique du Sud parce que nous

reculons en termes de qualité d'éducation."

Et il n'y a pas que les élèves qui partent. De plus en plus d'enseignants et d'autres professionnels partent pour l'Afrique du Sud, en partie pour essayer d'obtenir des salaires plus élevés mais également à cause de pressions politiques. La menace du Premier ministre, en mars, d'utiliser la Section Spéciale pour dénicher les fonctionnaires qui sont membres des partis politiques interdits a créé une onde de choc dans la profession.

Sphasha Dlamini est secrétaire générale du PUDEMO (*People's United Democratic Movement*), directrice d'un lycée rural et également mère, essayant de payer les études de son enfant jusqu'à l'université. "Au moment où nous parlons, mon emploi est menacé par le Premier ministre", déclare Dlamini, ancienne responsable du syndicat des enseignants. "Si je perds mon emploi, que deviendra mon enfant?"

Déjà avant la menace du Premier ministre, les enseignants se plaignaient de discrimination contre les activistes pro-démocrates dans le système éducatif. Les éducateurs qui émettent des critiques voient leurs promotions refusées et les enfants des dissidents n'ont pas accès aux bourses d'étude.

"Dès qu'on sait que vous voulez une démocratie pluraliste au Swaziland, les chances pour que vos enfants décrochent une bourse d'étude sont proches de zéro", explique Mhlanga.

"Lorsque vous remplissez les formulaires de demande de bourses, vous devez aller dans votre village dont le chef doit certifier que vous êtes un bon citoyen. Et, au Swaziland, si vous critiquez le gouvernement, le chef ne signera pas."

Inquiétude à l'usine de pâte à papier de Bhunya

Face à une direction hostile, le syndicat craint pour l'emploi et les salaires.

Les délégués syndicaux à l'usine de pâte à papier de Bhunya sont inquiets. Au cours de ces dernières années, le nombre de travailleurs syndiqués a chuté de 1.400 à 420. Sur la même période, le nombre de travailleurs sous contrat non syndiqués travaillant dans l'usine de pâte à papier et les forêts qui l'approvisionnent a atteint 1.800.

Désormais, avec le ralentissement économique qui touche durement le marché mondial du papier, le syndicat craint que Sappi, la multinationale installée à Johannesburg, et propriétaire de l'usine, n'examine des solutions plus drastiques.

Sappi a déjà arrêté certaines opérations; les dirigeants nous ont dit que nous ne serions peut-être pas payés le mois prochain. Ils ont évoqué l'éventualité d'une fermeture" explique Archie Sayed, secrétaire d'un syndicat à l'usine. "Les contrats de certains entrepreneurs n'ont pas été renouvelés. C'est la période des négociations salariales et ils nous ont dit assez ouvertement que ces négociations ne se feront pas avant le mois d'octobre."

Rencontré dans le centre de formation à proximité de l'enchevêtrement de canalisations, de cheminées et de tapis roulants de l'usine qui s'élèvent dans la campagne swazie verdoyante, Sayed explique que la direction accroît la pression sur les ouvriers. "Ils insistent pour que le syndicat aide à restructurer la société, en termes de blocage des salaires et de beaucoup d'autres mesures de compression des coûts qui, d'après eux, pourraient aider l'entreprise" dit-il. "Le désastre est imminent et nous ne savons pas si nous y survivrons."

Ces inquiétudes dans une des industries du Swaziland les plus importantes se reflètent dans l'ensemble de l'économie du pays.

"Contrairement à ce que disent les gouvernements africains, nous avons déjà commencé à sentir la pression de la crise financière mondiale actuelle. explique le dirigeant de la SFTU, Jan Sithole.

L'austérité globale, a entraîné une réduction de la demande des produits que nous fabriquons et, par conséquent, un appel à des réductions d'effectifs et des licenciements dans la plupart de nos industries. Certaines pourraient même connaître un blocage des salaires ou des licenciements massifs" ajoute Sithole, qui a commencé ses activités de syndicaliste dans l'usine de Bhunya.

L'industrie du sucre, particulièrement importante dans le pays puisqu'elle représente 18 pour cent de la production nationale et emploie plus d'un tiers des travailleurs agricoles du pays, a également connu des centaines de suppressions de postes, avec une crainte supplémentaire du fait que l'Union européenne s'appête à supprimer les tarifs préférentiels afin de se mettre en conformité avec les règles de l'Organisation mondiale du Commerce.

Sayed est fier du rôle joué par les travailleurs dans l'usine de pâte à papier pour l'obtention d'un droit du travail plus favorable et un mouvement démocratique plus large.

"Le gouvernement dit que c'est l'empreinte de Satan, le



La délégation syndicale dénonce la pression de plus en plus forte sur les ouvriers de l'usine de Bhunya. →Paul Ames

diable en personne" plaisante-t-il. "Nous sommes un des principaux contributeurs des syndicats dans le pays, nous représentons le progrès politique... nous soutenons ce changement qui se fait attendre depuis longtemps. Quand il y a des actions de protestation, nous sommes toujours les premiers dans le bus."

Toutefois, Sayed reconnaît que la réduction de la main d'œuvre et la diminution des cotisations syndicales ont affaibli le syndicat. "Maintenant, les employeurs pensent qu'ils ont gagné puisqu'ils remettent désormais en question tout ce que nous faisons" dit-il. "L'entreprise est très hostile envers nous, en tant que syndicat, à tel point que nous avons été contraints d'utiliser nos faibles revenus pour résoudre des litiges."

Sayed pense qu'il y aura des réductions dans le soutien médical, que ce sera la fin des transports gratuits pour se rendre au travail et qu'il y aura "une augmentation du nombre de cas où l'entreprise utilisera des mesures disciplinaires pour appliquer sa culture". Le syndicat a récemment entamé une action judiciaire contre la décision d'une direction d'introduire un test d'alcoolémie aléatoire. Bien que le Tribunal industriel ait été favorable au syndicat, la décision a été annulée en appel. Sayed craint désormais que le syndicat soit contraint de payer jusqu'à 120.000 emalangen (12.000 US\$) de frais judiciaires. "Cela pourrait nous tuer" avertit-il.

Le fléau du SIDA a également atteint la main-d'œuvre de l'usine de pâte à papier où on estime que 29 pour cent des employés sont infectés. La direction ait mis en place un centre de traitement et de conseil, mais il faut davantage d'éducation et de formation. L'entreprise n'en fait pas assez" déclare Sayed, ajoutant que les travailleurs sous contrat sont souvent trop fatigués à la sortie de l'usine pour participer aux cours d'information sur les risques liés au SIDA.

Les travailleurs à l'usine sont relativement bien payés par rapport à de nombreuses entreprises swazies et beaucoup, en particulier les travailleurs sous contrat, habitent dans des complexes loin de chez eux. Le risque de propagation du VIH par des relations occasionnelles est élevé.

Textile: des emplois précieux mais inhumains

En 2008 une des plus grandes grève de l'histoire du pays a été durement réprimée.

Lorsque la Chine a massivement investi en Afrique ces dernières années, le Swaziland a été un des rares pays à conserver ses accords avec Taïwan. En échange de ce soutien diplomatique, Taïwan propose un vaste programme de développement au Swaziland et les entreprises taïwanaises ont installé de nombreuses usines, principalement dans la production textile et les vêtements, dans la zone industrielle de Matsapha, à proximité de l'aéroport international. Les investissements ont été encouragés par la Loi pour la croissance et les opportunités pour l'Afrique, approuvée par le Congrès des États-Unis en 2000 et qui a ouvert le marché américain aux textiles africains.



Sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale, des craintes pèsent aussi sur l'avenir de l'industrie textile dans les mois à venir. →Paul Ames



Les coups sont une manière courante de faire respecter la discipline dans les ateliers.

Jan Sithole, secrétaire général de la Swaziland Federation of Trade Unions (SFTU - Fédération des syndicats du Swaziland).



Des investissements à double tranchant

De nombreux Swazis considèrent que les investissements taïwanais sont une bénédiction à double tranchant. Bien qu'ils aient créé des emplois tellement nécessaires, les syndicats dénoncent les conditions de travail des ouvriers, pour la plupart des femmes.

"Ce n'est pas uniquement le droit du travail qui est bafoué, ils ne respectent même pas les droits de l'Homme les plus élémentaires" déclare Jan Sithole, secrétaire général de la *Swaziland Federation of Trade Unions (SFTU - Fédération des syndicats du Swaziland)*. "Les coups sont une manière courante de faire respecter la discipline dans les ateliers."

En mars 2008, les ouvriers du secteur textile ont voté à une écrasante majorité l'appel à une des plus grandes grèves du pays pour exiger de meilleurs salaires et conditions de travail. Mille six cents personnes, principalement des femmes, ont rejoint le mouvement. Les autorités se sont inquiétées de l'impact que pourrait avoir cette grève sur un des plus importants soutiens aux exportations et la police a répondu aux grévistes avec des gaz lacrymogènes, des balles en caoutchouc et des coups de matraque. Plus d'une dizaine d'ouvriers ont été blessés. Face à de telles violences, le *Swaziland Manufacturing and Allied Workers Union (SMAWU - Syndicat des ouvriers de l'industrie et des secteurs associés du Swaziland)* a suspendu la grève même si, lors de négociations ultérieures, il a réussi à obtenir un accord sur une des principales revendications de l'arrêt de travail: une augmentation des salaires d'environ 15 pour cent. Les négociations se sont poursuivies afin d'obtenir davantage de concessions sur le logement et les transports pour les ouvriers.

Malgré la reprise du travail, des centaines d'ouvriers ont

perdu leur emploi après la grève. Pour se justifier, les entreprises ont prétexté le ralentissement sur les marchés mondiaux. Les syndicats estiment que certains licenciements étaient illégaux et ont entamé des procédures judiciaires. "Il y a eu des cas où les employés ont subi des représailles" déclare Alex Fakudze, président du SMAWU.

Licenciements illégaux

La presse swazie a rapporté que certaines femmes qui avaient perdu leur emploi ont été forcées de se prostituer pour survivre. Même avant les licenciements, des militants avaient indiqué que les faibles salaires dans les usines textiles et les conditions de logement des travailleuses venues des campagnes avaient favorisé la promiscuité et la prostitution, contribuant ainsi à la propagation de l'épidémie de SIDA.

"Il existe des logements non conventionnels pour les travailleurs de l'industrie textile, où la pauvreté est extrême et qui favorisent la promiscuité, défiant le VIH" avertit A.T. Dlamini, président du parti d'opposition *Ngwane National Liberatory Congress (NNLC)*. "Les salaires des travailleurs sont très faibles, il s'agit à 90 pour cent de femmes en provenance de tout le pays, sans aucune identité reconnaissable et qui, en raison de leurs faibles revenus, sont susceptibles d'accepter des propositions d'ordre sexuel pour gagner un peu plus d'argent. Les jeunes femmes viennent ici pour travailler et elles subissent des pressions sexuelles parce que certains proposent de l'argent."

Trois industries dans le secteur textile ont récemment fermé, les propriétaires disant qu'elles rouvriraient si les marchés européens redémarrèrent.

Les petits vendeurs informels chassés par les supermarchés

Leur proposer des aides concrètes et les aider à s'organiser.

Le mercredi, au crépuscule, les rues de Manzini se remplissent des femmes qui délimitent leurs emplacements pour le marché hebdomadaire du lendemain matin. Les trottoirs se recouvrent de paniers faits à la main, de piles de patates douces, d'enchevêtrements de vêtements aux couleurs vives, de tas de balais de paille fraîchement ligotés. Avant de s'animer au matin de scènes de marchandage colorées.

Mais avec les nouveaux développements économiques, ces vendeuses ambulantes, comme leurs collègues qui vendent fruits et légumes à l'étalage partout dans la ville, sont confrontés à de nouveaux défis. Les syndicats et les groupes de défense des droits civils les aident à s'organiser.

"Dans toutes les villes, vous trouvez des vendeurs ambulants auprès des terminus d'autobus mais, désormais, les supermarchés s'installent à proximité des gares routières, vendant des bananes à l'unité; ils font de la concurrence aux vendeurs ambulants et les chassent du marché" explique Dumezweni Dlamini, chef de projet à la *Foundation for Socio-Economic Justice* (Fondation pour la justice socio-économique). En association avec les syndicats, la fondation de Dlamini organise des ateliers d'éducation civile pour les vendeurs et les aide à mettre en place un réseau de vendeurs informels. "Ils n'ont pas de centre de coordination et ils ne savent pas dans quelle mesure leur commerce est affecté par le commerce mondial, en termes de prix. Il y a également la question de la privatisation et ils n'ont aucune notion concernant les impôts" dit-il. "Nous voulons qu'ils comprennent ce qui se passe et les aider à résoudre les problèmes."



→Paul Ames

La fondation a donné aux vendeurs un bureau dans son siège au centre de Manzini et les aide à mettre en place un organisme de coordination. Elle les conseille aussi afin qu'ils puissent réduire les coûts d'importation des produits d'Afrique du Sud et du Mozambique en créant une coopérative pour le transport, le stockage et les ventes en gros aux clients importants tels que les écoles et les administrations.

Ils travaillent également sur la création de programmes d'épargne et de crédit et sur l'établissement de liens plus efficaces avec les petits producteurs des zones rurales de manière à ce que à la fois les fermiers et les vendeurs puissent bénéficier de la garantie que les surplus de production trouveront un marché en ville.

Appel à l'Union Européenne

En 2008, la Commission européenne, "consciente de la situation de pauvreté au Swaziland", soulignait la nécessité pour le gouvernement swazi d'adopter un budget plus favorable aux pauvres en attribuant des fonds significatifs aux secteurs sociaux. Sur le plan politique, la Commission européenne reconnaissait aussi le caractère tronqué d'élections tenues sur fond d'interdiction des partis politiques.

Pourtant, l'Union européenne reste un donateur clé pour le gouvernement du Swaziland par le biais du Fonds européen de développement. Les échanges commerciaux avec l'Union européenne sont significatifs, en particulier dans l'industrie sucrière, et il est établi que

l'essentiel du bénéfice de ces échanges commerciaux profite directement au régime du Roi Mswati III.

Le mouvement européen de solidarité avec l'Afrique australe (www.actsa.org), issu du mouvement anti-apartheid, demande à l'Union européenne d'insister au près du gouvernement swazi pour qu'il cesse la répression et procède à des réformes visant un système démocratique pluraliste. Faute de quoi, l'UE est appelée à appliquer des sanctions ciblées à l'encontre des dignitaires du régime.

N.D

Plus d'information: www.actsa.org